

Les colonies de vacances, entre associations et État

Laura LEE DOWNS

RÉSUMÉ

Les colonies de vacances naissent durant le dernier quart du XIX^e siècle d'une prise de conscience collective des carences sanitaires chez les enfants des classes populaires. Projet hygiéniste voyant le jour en Suisse au milieu des années 1870, il est vite adopté par des dames d'œuvres protestantes et par les caisses des écoles parisiennes. Si la France est l'espace démocratique où cette tradition se développe le plus (contrairement à ses voisins comme la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas), son offre pluraliste reflète la diversité de sa société civile, contrairement aux colonies développées dans un cadre non ou anti-démocratique comme projet étatique (Italie, Allemagne, URSS, républiques socialistes de l'Europe de l'Est).



Départ de l'une des neuf colonies des pupilles de la presse, gare Saint-Lazare, 20 août 1903. © Réseau-Canopé/Musée national de l'Éducation, no d'inventaire : 1979.13915.



Atelier de tissage (colonies de vacances), vers 1930. © Réseau-Canopé/Musée national de l'Éducation, n° d'inventaire : 1979.14266.1.



Jean Suquet (photographe), Colonie sanitaire de Montboissier : feu de camp, vers 1954. © Réseau-Canopé/Musée national de l'Éducation, n° d'inventaire : 1978.05290.268.



Jean Suquet (photographe), Colonie sanitaire de Montboissier : gymnastique, vers 1954. © Réseau-Canopé/Musée national de l'Éducation, n° d'inventaire : 1978.05290.263.

L'objectif initial des colonies est de permettre aux enfants des villes, menacés par la tuberculose, de prendre un grand bol d'air. Il implique un séjour assez long, trois semaines au moins, pour fortifier la santé et l'on juge son succès à la mine des enfants et au poids qu'ils ont gagné. Cette colonie hygiéniste prend deux formes : familiale et scolaire. Dans le premier cas, les enfants sont placés dans des familles d'accueil paysannes, solution retenue notamment par des œuvres protestantes. Dans le second cas, ils sont hébergés collectivement dans des locaux scolaires disponibles du fait des vacances ; c'est la formule développée à partir de 1883 par la ville de Paris, avec un encadrement d'instituteurs de bonne volonté. Bien que ces premières colonies soient organisées dans un souci d'hygiène préventive, leurs directeurs trouvent que la rupture avec le quartier, la famille et l'école ouvre la porte à une forme nouvelle d'éducation sociale, fondée sur le rencontre entre des petits citadins et un environnement rural.

Les colonies au cœur de batailles politiques et pédagogiques

Au début des années 1890, alors que l'anticléricalisme fait rage, les catholiques se mobilisent à leur tour. L'objectif est clairement politique : ayant perdu la bataille scolaire, il faut à tout prix investir dans le périscolaire, afin de former des catholiques convaincus. Mais les colonies catholiques ne sortent pas des écoles paroissiales ; elles prolongent et renforcent l'action des patronages, en exploitant les avantages de la vie en commun pendant une période assez longue et dans un cadre stimulant pour des enfants qui ne sont guère sortis de leurs faubourgs. Apparaissent ainsi les premières colonies éducatives. Elles se distinguent clairement des colonies familiales et scolaires, qui sont perçues par les catholiques comme obnubilées par la question matérielle des corps enfantins au détriment de la question spirituelle de leur formation religieuse. Ces premières colonies éducatives sont aussi le site des premières expériences françaises de pédagogies nouvelles, fondées sur le jeu et les méthodes actives.

Au tournant du siècle, la colonie de vacances fait tache d'huile dans divers milieux réformateurs français, et notamment dans les municipalités socialistes puis communistes. En réalité, la municipalisation des colonies de vacances fait de la colonie la forme dominante de vacances pour les enfants des classes populaires, et la période 1919-1950 constitue un véritable âge d'or des colonies municipales. Jusqu'à la fin des années 1930, les municipalités restent tiraillées entre deux modes d'organisation : le placement familial chez les paysans et le placement collectif en établissement. Petit à petit, la colonie collective s'impose, la colonie familiale ne répondant plus aux attentes des parents qui appellent de leurs vœux une colonie éducative. Les municipalités communistes sont parmi les premières à bénéficier de ce tournant pédagogique des colonies laïques pendant les années 1930. Elles fondent alors des colonies collectives mixtes avec, au départ, une complète égalité (formelle, au moins) entre les sexes. L'organisation de ces colonies vise également à réaliser une nouvelle forme de relations entre adultes et jeunes, grâce à une forme de démocratie locale qui, s'inspirant des mouvements de jeunes socialiste et communiste (Faucons rouges et Pionniers), mettent en place des « républiques enfantines » avec leurs comités élus pour les jeux, la discipline, l'hygiène, etc. L'objectif est de former des militants et de développer leur conscience prolétarienne par l'étude du milieu et des débats sur des thèmes soigneusement choisis.

Les colonies de vacances en France se construisent donc par la mobilisation de diverses associations autour de « leurs » enfants. Cette source vivante de solidarité sociale conduit également à une forte politisation des colonies, surtout pendant la première moitié du xx^e siècle. Ainsi, chaque orientation idéologique a produit son

propre modèle de colonie, organisé selon les principes d'une tendance donnée : placement collectif et emploi de temps ponctué par des offices religieux pour les catholiques ; placement familial chez les paysans et emploi du temps souple, gouverné par le rythme des travaux dans les champs pour les protestantes mais aussi pour les socialistes de Suresnes, qui cherchent à rapprocher ruraux et citadins ; placement collectif et organisation en république enfantine pour les communistes qui veulent former des militants. Au-delà des oppositions sur la forme que doit prendre la colonie ou la substance de sa mission éducative, les colonies de toute obédience sont liées par la conviction commune qu'il faut déployer une pédagogie qui relève de l'éducation nouvelle, et non de l'inculcation ou de l'enseignement scolaire. Cette pédagogie repose avant tout sur le jeu, et plus précisément sur le grand jeu à thème dont les colons eux-mêmes, organisés en petits groupes, sont les acteurs ; elle valorise l'initiative, la découverte, l'esprit d'équipe.

Parmi les moniteurs, la présence importante d'anciens scouts, éclaireurs et pionniers assure une diffusion large des méthodes actives fondées sur le jeu (naguère la spécialité des patronages et des colonies catholiques) dans les colonies laïques, socialistes et communistes. Progressivement, l'instauration des pédagogies nouvelles au cœur du programme éducatif des colonies demande des moniteurs formés à la tâche, capables d'animer les jeux aux finalités éducatives. D'où la création de plusieurs réseaux de formation laïque à l'époque du Front populaire, notamment celui des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA) en hiver 1936-1937. Né dans des milieux de gauche non communiste, les CEMEA mettent l'accent sur les méthodes actives, les jeux et l'autonomie des enfants dans l'organisation de leurs propres vacances. Cette formule, qui attire l'intérêt de plusieurs organisateurs de colonies laïques, aura un grand avenir après la guerre.

De l'âge d'or aux reconfigurations contemporaines

Sûre de sa formule pédagogique, la colonie de vacances triomphe : on passe de plus de 100 000 colons en 1913, à 420 000 en 1937, 880 000 en 1948, pour dépasser la barre d'un million en 1955 avant de se situer autour de 1,3 à 1,5 million chaque été aux années 1960-1990. Le contrôle étatique des colonies commence timidement avec une première réglementation de leur fonctionnement et des normes sanitaires et d'encadrement en 1937, puis se poursuit à partir de 1945, dans un contexte où le rôle des colonies est devenu plus important qu'auparavant du fait de la crise sanitaire qui sévit dans la population enfantine, éprouvée par quatre ans de sous-alimentation systématique pendant l'Occupation. Pourtant, le secteur qui émerge après la Seconde Guerre mondiale reste fragmenté en plusieurs services socio-éducatifs parallèles. L'enjeu est donc de façonner un seul système national sans pour autant porter atteinte au caractère de proximité des initiatives locales, et de structurer les loisirs des enfants en leur donnant un aspect éducatif. Dans cette optique, en créant un secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, la IV^e République participe au graduel apaisement des passions politiques dans ce secteur désormais perçu comme stratégique à l'avenir de la nation.

L'heure n'est donc plus aux projets éducatifs qui visent à former de petits militants catholique, communiste ou autre ; désormais, le sectarisme politique doit céder le pas à une politique qui se construit autour de l'enfant, avec ses besoins et ses droits. Du militantisme destiné à « leurs » enfants, les éducateurs de toute obédience élargissent leur militantisme au développement psychosocial de l'enfant à travers la découverte de milieux différents et « l'incomparable école de formation sociale que constitue la vie en groupe ». Les querelles politiques entre colonies ainsi calmées, leur objectif se stabilise dans les années 1955-1960 et demeure jusqu'à nos jours : une structure socio-éducative centrée sur l'épanouissement de l'enfant et son apprentissage à l'autonomie dans le cadre d'un projet de mixité sociale qui vise à faire apprendre aux enfants les valeurs civiques du vivre-ensemble.

Actuellement, les colonies sont menacées par le recul de leur mixité sociale, esprit originel mis à mal par la commercialisation progressive du secteur et la ségrégation spatiale/résidentielle, et creusant à son tour les inégalités socio-économiques.

BIBLIOGRAPHIE

FUCHS, Julien, *Le temps des jolies colonies de vacances. Au cœur de la construction d'un service public, 1944-1960*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2020.

LEE DOWNS, Laura, *Histoire des colonies de vacances de 1880 à nos jours*, Paris, Perrin, 2009.

LEE DOWNS, Laura, « Quand les enfants des classes populaires deviennent ceux qui restent dans la ville pendant les grandes vacances d'été », sur le site de la Fondation Jean Jaurès, Penser pour agir, 6 juillet 2018.

LEE DOWNS, Laura, « Enfance en guerre : les évacuations d'enfants en France et en Grande Bretagne, 1939-1940 », *Annales. H.S.C.*, 66-2, avril-juin 2011, p. 413-448.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/education-et-formation/l'education-sans-l'ecole/les-colonies-de-vacances-entre-associations-et-etat>